

**9<sup>e</sup> FORO de Biarritz**  
**Rencontres Europe Amérique latine**  
**3 et 4 novembre 2008**

**Synthèses<sup>1</sup>**

Séances d'ouverture et de clôture

Conférences-débats

Sessions plénières

Session « politiques d'immigration »

---

**Lundi 3 novembre**

➤ **Inauguration**

**Intervention de Didier Borotra, sénateur-maire de Biarritz et organisateur du Foro.**

Ce 9<sup>e</sup> Foro s'ouvre dans un climat lourd de crise internationale et à deux jours des élections américaines. Dans ce contexte, nous nous sommes interrogés sur l'opportunité de le maintenir. Il nous est apparu qu'en période de crise il fallait, plus encore que d'habitude, se parler pour tracer ensemble les voies de l'avenir.

J'ai l'honneur d'accueillir cette année le président de la République Dominicaine Leonel Fernandez Reyna, une des personnalités politiques les plus rayonnantes d'Amérique latine, porteur du message de la Caraïbe qui comptera de plus en plus dans la réalité sud-américaine. Plus de 700 personnes participent à ce Foro, dont 270 en provenance d'Amérique latine.

Les relations entre l'Europe et l'Amérique latine sont un enjeu majeur pour nous tous. Le président français Nicolas Sarkozy a affirmé son attachement personnel au Foro, comme enceinte privilégiée du dialogue entre les continents. Au cours de ces deux journées de débat, seront abordées les questions des politiques d'immigration et du

---

<sup>1</sup> Résumé des interventions et synthèse des sessions. Ce texte n'est pas une retranscription littérale.

rôle des grandes métropoles pour éviter que la crise n'entraîne plus de précarité. C'est en effet dans le pouvoir local que s'enracine la démocratie. La Foro permet en outre l'échange entre les peuples et les nations, et soutient le développement des institutions et des opinions. C'est un Foro démocratique : toutes les familles politiques sont invitées. Dans un esprit d'ouverture, Cuba et le Venezuela sont représentés.

Les intervenants s'interrogeront également sur les limites de la recherche systématique du profit et sur les moyens d'établir une répartition plus juste à l'intérieur des pays et entre les pays. 40% de la population d'Amérique latine vit encore avec moins de deux dollars par jour. La dignité humaine et l'émergence d'une conscience sociale doivent être des priorités.

**Intervention de Juan José Ibarretxe, Lehendakari du Pays Basque, co-organisateur du Foro.**

Je me félicite qu'une ville basque soit le siège d'une réflexion sur les relations entre Europe et Amérique latine. Le monde contemporain apporte plus de questions que de réponses, mais la crise ne saurait empêcher les deux continents de réfléchir ensemble. Je suis un Basque qui croit au rêve européen. Dans l'histoire, les Basques ont été accueillis à bras ouverts dans tous les pays d'Amérique latine. L'Europe doit rendre la pareille aux Latino-américains. Le Pays Basque fait partie d'un réseau regroupant dix universités latino-américaines, l'université du Pays Basque, l'université de Milan et celle de Paris 12. En effet, toute idée doit être accompagnée d'un processus d'apprentissage. La guerre préventive en Irak et la suprématie des puissances financières sont des crimes d'orgueil mal placés qui ont détruit le droit international. Pour élaborer un nouvel ordre mondial, il faut promouvoir l'éducation. Il faut également bâtir à partir de la base, en revenant aux fondamentaux des droits de l'homme. Soixante ans après la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, il y a encore des progrès à faire. Il faut envisager un réseau international de régions pour le développement humain durable.

**Intervention de César Duarte, président de l'Assemblée Nationale du Brésil.**

Le Foro est un espace d'échanges qui relance l'espoir de rapprocher nos destins et de concevoir ensemble des projets de construction d'une paix mondiale fondée sur la coopération et la solidarité. Les accords de coopération entre le Mexique, le Brésil et l'Union européenne marquent une nouvelle étape de la collaboration. Mais ces opportunités resteront incomplètes tant qu'elles ne seront pas élargies à l'ensemble des pays d'Amérique latine.

Selon le Prix Nobel d'économie Paul Krugman, un nouveau mur est tombé : celui du mercantilisme à outrance. Les variables géopolitiques et humaines devront désormais l'emporter sur celles de la finance pour établir un monde plus juste, harmonieux, démocratique et social. L'Etat a une grande responsabilité pour sortir du marasme financier. La crise financière ne doit pas être qu'un débat technique, mais aussi un débat de fond sur les dérives qui ont mené à ce résultat. Nous demandons aux participants du Sommet de Washington le 15 novembre prochain

d'établir de nouvelles règles et de faire émerger un nouveau Bretton Woods adapté aux enjeux du 21<sup>e</sup> siècle. Il est important d'exercer un impact sur la mondialisation pour limiter la spéculation et favoriser la liberté, l'égalité, la fraternité. Ensemble, Europe et Amérique latine peuvent avoir cet impact, indépendamment de l'influence des Etats-Unis. Je propose la création d'un réseau législatif Europe-Amérique latine du FORO, afin d'articuler les efforts des deux continents dans la perspective des bicentennaires de l'indépendance de plusieurs pays d'Amérique latine qui seront célébrés l'an prochain.

**Intervention de Gustavo Jalkh, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Equateur.**

L'ex-secrétaire général des Nations-Unies Kofi Annan a dit que toutes les sociétés cherchent le développement et souhaitent avoir la sécurité. Sans sécurité le développement est impossible, et le développement entraîne plus de sécurité. Mais nous n'aurons ni l'un ni l'autre sans respect des droits de l'homme. Soixante ans après la Déclaration Universelle, on peut se demander ce que nous sommes devenus en tant que société.

Première réflexion : pouvons-nous faire de la politique publique quantifiable, et pas seulement de belles déclarations ? On ne peut plus distinguer les droits civils et politiques des droits économiques et sociaux. L'Etat doit intervenir sur l'ensemble de ces droits, qui doivent être traités à la même hauteur. Comment parler de liberté sans accès à l'éducation et au travail ? Les droits économiques et sociaux doivent ainsi faire l'objet de politiques publiques quantifiables.

Deuxième réflexion : il faut renforcer le pouvoir judiciaire, refuge des droits de l'homme. Cela signifie avoir une justice indépendante et transparente. Le 19<sup>e</sup> était le siècle du législatif, le 20<sup>e</sup> le siècle de l'exécutif, le 21<sup>e</sup> siècle devrait être celui du judiciaire et de l'Etat de droit. Il est important que les minorités aient accès à la justice.

En Equateur, trois obstacles se dessinent : économique, géographique et culturel. Le pays souhaite avoir une constitution adoptée par le peuple, qui soit le reflet de ce que signifie la démocratie pour chaque citoyen. Il s'inspire de l'Europe pour examiner son contexte particulier. L'Equateur vient ici pour s'engager vers plus de démocratie. Il souhaite lutter contre la délinquance, le manque de sécurité, le trafic de drogue. Il veut lutter avec la loi en main. La sécurité sans les droits de l'homme n'est qu'un manque de sécurité.

**Intervention d'Ernesto Cordero Arroyo, ministre du développement social, représentant personnel du président Felipe Calderón, Mexique.**

La scène mondiale actuelle oblige l'Europe et l'Amérique latine à échanger des idées en vue d'une réflexion collective. La crise des marchés financiers a des conséquences sévères sur la croissance des pays, l'emploi, le prix des aliments. Elle entraîne une détérioration de la qualité de vie de beaucoup d'être humains. En

Amérique latine, des millions d'habitants sont touchés par la pauvreté. Les investissements des Etats-Unis vont baisser. Beaucoup de latinos exilés vont peut-être rentrer chez eux : comment leur procurer la liberté, le développement, l'équité sociale ? Un Etat fort et dirigiste est nécessaire pour établir la solidarité avec ceux qui vont le plus souffrir de la crise. Le Mexique a fourni de grands efforts en instaurant un programme contra-cyclique pour renforcer la croissance de l'emploi, en lançant de grands chantiers d'infrastructures routières et sociales (écoles, universités, hôpitaux). Ces initiatives permettent à la fois de créer des emplois et d'apporter plus de bien-être à la population. Le gouvernement mexicain agit aussi auprès des banques et des PME, car le segment entrepreneurial est le plus grand facteur de création d'emplois. Il faut enfin renforcer les liens de coopération avec les autres pays du monde. L'isolement peut avoir des conséquences catastrophiques. Le Mexique a triplé son commerce international avec l'Union Européenne en sept ans. L'Union européenne était le principal investisseur au Mexique l'année dernière.

### **Intervention de Javier Rojo, président du Sénat espagnol.**

Les pays européens sont préoccupés par leur propre construction après le non de l'Irlande au Traité de Lisbonne. Les pays d'Amérique latine sont accaparés de leur côté par la consolidation de leur démocratie et de leur économie. L'explosion du capitalisme financier, qui entraîne une crise de leadership, offre cependant de nouveaux enjeux communs. Il ne faudra plus faire les mêmes erreurs : l'action politique ne devra plus être supplantée par des individus non-soumis à représentation et au contrôle populaire. La question se pose : dans quelle mesure les règles économiques sapent-elles la vie des gens et l'environnement ? Comment trouver l'équilibre entre équité et efficacité ? Il est temps de réadapter le rôle de l'Etat, pour que l'économie revienne à son rôle de création de richesses, compatible avec la qualité environnementale. Aucun pays ne peut envisager ces enjeux de manière isolée. Il faut mettre en place des stratégies à l'échelle globale, de nouvelles règles et de nouvelles institutions qui incluent les acteurs émergents.

Le sujet de l'immigration est un élément fondamental dans les relations entre Europe et Amérique latine. Depuis la fin des années 80 l'Espagne est un pays receveur. Sur 4,2 millions d'Espagnols, on compte 1,6 million de latinos qui s'efforcent de s'intégrer. On manque de cadre international pour enrayer l'exil involontaire. Nationalement, il est urgent de lutter contre la discrimination dans le monde du travail et les attitudes racistes. 62% des Espagnols pensent qu'il y a trop d'immigrés, selon l'Observatoire espagnol des discriminations. Il faut mettre fin à ce discours xénophobe.

### **Intervention de Ricardo Lagos, ancien président de la République du Chili, président du Club de Madrid.**

En neuf ans de Foro, des changements très nets sont intervenus des deux côtés : élargissement de l'Union européenne, intégration institutionnelle et consolidation démocratique en Amérique latine. La plupart des pays d'Amérique latine ont connu une croissance moyenne supérieure à 5% ces cinq dernières années, ce qui a entraîné une réduction du niveau de pauvreté. Des politiques sociales bien orientées

ont été mises en place, les budgets sont équilibrés et les politiques monétaires autonomes. Trois questions se posent désormais :

Quel type de société voulons-nous ? Une société solidaire, ou une société basée sur le modèle américain d'assurance individuelle ? Il faut trouver le bon équilibre entre Etat et marché.

Quel type de relations voulons-nous instaurer avec le reste du monde ? Les accords avec les Etats-Unis sont purement commerciaux. Avec l'Europe, les relations reposent aussi sur des valeurs communes. C'est une force pour envisager ensemble les problèmes du monde globalisé, comme le trafic de stupéfiants ou les migrations. Mais il ne faut pas construire de barrières. Comment se fait-il que dans le contexte de la mondialisation tout circule librement, sauf les êtres humains ? Dans tous les cas, la possibilité d'avancer passe par plus de multilatéralisme.

Comment rendre sens à l'économie ? En redonnant leur vrai rôle au FMI et à la Banque mondiale, un rôle d'entités supérieures veillant à la régulation des marchés financiers internationaux. Comment établir un ensemble de règles pour que le marché ne soit pas le maître absolu, sans pour autant étouffer l'esprit d'entreprise ? C'est la question qui va se poser au Sommet du G20 à Washington, et c'est une bonne chose que trois pays d'Amérique latine (Mexique, Brésil, Argentine) y soient représentés.

Nous devons porter un même regard sur ces sujets et mettre l'être humain au centre de nos inquiétudes.

**Intervention de Jean-Pierre Jouyet, ministre des Affaires européennes, représentant du Premier ministre, France.**

La crise financière, survenue sous la présidence française de l'Union européenne, a révélé l'Europe comme capable d'agir sur le monde et d'être le moteur de la mobilisation internationale. Ce renversement ouvre la porte à une refondation du système international sur la base d'un plus grand multilatéralisme. Il est nécessaire de redéfinir la fonction de régulation du FMI afin qu'il intervienne de manière équitable auprès des différentes puissances, que ce soit les pays industrialisés ou les pays en voie de développement. La France milite pour la reconnaissance des pays émergents dans les instances internationales. Il faut également souligner le rôle essentiel des intégrations régionales pour pouvoir agir conjointement. Renforçons nos contacts par le biais d'accords d'association.

L'enjeu actuel, c'est de cheminer vers des règles partagées au niveau international. Il faut cesser de cloisonner les traités internationaux par thématiques, mais plutôt élaborer des traités multilatéraux portant sur plusieurs thématiques interdépendantes.

En matière d'immigration, nous entendons l'inquiétude des pays d'Amérique latine vis-à-vis de la Directive Retour. Mais notre but est de faciliter l'accueil des migrants, en passant parallèlement des accords avec les pays d'origine. Nous avons besoin de l'immigration, c'est un atout pour l'Europe.

### **Intervention de Leonel Fernandez Reyna, président de la République dominicaine.**

Nous avons affaire à deux crises : le prix des aliments et le prix des carburants. En 2008, près de 60 pays ont connu des émeutes de la faim. Près de 150 millions de personnes en plus des 900 millions existantes sont désormais concernées par la faim. Entre 2006 et 2008, le prix du riz a augmenté de 127%. On peut dégager un faisceau de facteurs : des sécheresses exceptionnelles dans les pays de production ; l'augmentation du prix du pétrole pesant sur les engrais, les pesticides, les transports ; l'utilisation des cultures pour les biocarburants ; la demande de diversification alimentaire des classes moyennes ; les difficultés de stockage ; les politiques de subventions ; le réchauffement climatique... Résultat : une offre réduite pour une demande qui augmente au niveau mondial. Le prix du pétrole a également énormément augmenté, jusqu'à atteindre 147 dollars le baril en juillet 2008, entraînant aussi des manifestations dans les pays développés et les pays émergents. L'agriculture, le tourisme, les transports, l'industrie automobile sont affectés. Mais personne n'a suffisamment souligné l'importance de la spéculation dans l'apparition de ces deux phénomènes.

Dans l'économie de casino qui caractérise le capitalisme financier contemporain, quelqu'un vend un produit qu'il n'a pas à quelqu'un qui n'a pas l'intention de le recevoir. Les opérations sur le marché à termes se virtualisent. On échange du papier, plus des marchandises physiques. La déréglementation des marchés financiers a entraîné une augmentation de 425% des opérations sur le marché à terme du pétrole entre 2003 et 2008. Tous les observateurs s'accordent pour dire que le prix du pétrole est artificiellement gonflé par la spéculation, alors qu'il devrait osciller entre 35 et 60 dollars le baril s'il se fixait sur le mécanisme normal de l'offre et de la demande. Les dégâts causés par cette spéculation sont considérables : déficit, inflation, chômage, dévaluation ; et souffrance des habitants.

À cela s'ajoute la création d'instruments financiers douteux, suite à l'assouplissement des lois de régulation du marché aux Etats-Unis. La crise hypothécaire de 2007, née du fait qu'on ait accordé des crédits à des clients qui ne réunissaient pas les conditions, a contaminé tout le système international. Malgré le plan de sauvetage de Wall Street à hauteur de 700 milliards de dollars, les croissances sont à la baisse et la méfiance est généralisée quant aux capacités d'autorégulation du système. Il faut donc une nouvelle législation pour interdire les actifs financiers néfastes et instaurer un ordre économique et financier post-Bretton Woods, plus juste, équitable et intégrateur.

➤ **Séance plénière : Etats des relations Europe/Amérique latine, les processus d'intégration.**

**Lancement de Rodrigo Borja, président de session, ancien président de la République d'Equateur.**

La question n'est pas seulement de savoir combien produit un pays en terme de PIB, mais comment les habitants ont à connaître en matière de qualité de vie, de liberté, de dignité, de sécurité, de confiance, de culture et d'éducation, d'environnement, de justice, d'accès aux loisirs etc. Dans cette réflexion, l'union fait la force : nous devons faire face ensemble à un environnement international hostile. La création de l'Unasur (Union des Nations Sud-Américaines) en avril 2007, après les expériences du Mercosur et de la Communauté andine, va dans ce sens en essayant de passer du sous-régional au régional.

**Intervention de Francisco Rojas Aravena, secrétaire général de FLACSO (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales)**

La crise va frapper des millions de personnes partout dans le monde et ce bouleversement est susceptible de mettre en danger la gouvernance. En Amérique latine, les bons résultats économiques des dernières années sont menacés par la crise et les tensions bilatérales se sont accrues entre nos gouvernements. Nous manquons de vision commune, même si plus de 50% des Latino-américains sont d'accord pour dire qu'il faut faire des concessions en faveur de l'intégration. Nous ne parvenons pas à fédérer les différentes initiatives d'intégration régionale (Mercosur, Unasur, Communauté andine, Groupe de Rio...). Les relations entre Europe et Amérique latine sont suspendues. Ce n'est que si nous arrivons à placer l'agenda de la crise dans le cadre d'un projet d'intégration régionale que nous serons des interlocuteurs pour le reste du monde.

**Intervention de Marco Aurelio Garcia, conseiller aux relations internationales du président de la République fédérative du Brésil.**

Je ne partage pas cette vision catastrophiste. Nous avons fait des progrès réels, chaotiques mais remarquables. Le projet de Lula au Brésil, qui consiste à renouer avec la croissance dans l'équité, est un projet national mais aussi un projet d'intégration régionale. Les deux sont consubstantiels. D'un point de vue institutionnel, les choses sont encore fragiles. Mais nous avançons dans la bonne direction. Il ne faut pas oublier que nous disposons d'atouts régionaux : réserves énergétiques et minérales, capacité de production alimentaire, tissu d'industries. Notre réalité économique et démocratique est bien meilleure que 20 ans auparavant. Des accords stratégiques ont été passés entre l'Europe et le Brésil et le Mexique. Les négociations entre l'Europe et le Mercosur sont suspendues mais pas gelées. Il faut mettre de la pression pour que les choses avancent.

**Intervention de Gustavo Madero, Président du Sénat, Mexique.**

Il faut repenser l'intégration après la crise, repenser les fonctions respectives de l'Etat, de la société et du marché, sans gripper les moteurs économiques qui ont permis l'émergence d'une classe moyenne. Cette crise a lieu après la plus longue période

de croissance économique depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, des millions de personnes dans le monde ont pu améliorer leur bien-être. L'Europe et l'Asie vont être amenées à jouer un rôle plus important dans la définition de la nouvelle carte géopolitique. Malgré de nombreuses tentatives, l'Amérique latine manque de stratégie commune.

**Intervention de Mario Baldassari, ancien ministre, sénateur, président de la Commission des Finances et du Trésor, Italie.**

La crise financière s'ancre dans le déficit de l'économie américaine depuis dix ans. Pourquoi le FMI n'a pas exigé des Etats-Unis ce qu'il demande au reste du monde ? Le G20 du 15 novembre à Washington est l'occasion de construire un nouveau monde, mais on commence par fixer le nombre de participants plutôt que d'élaborer des règles d'abord... Il faut en premier lieu définir une nouvelle gouvernance, un après Bretton Woods. Dans son processus d'intégration, l'Amérique latine doit se méfier de l'excès de bureaucratie qui mine l'Union européenne. Il faut veiller à ce que le poids de l'Etat n'affecte pas la croissance, ni la redistribution des revenus.

**Intervention d'André Lamassoure, ancien ministre, Député européen, France.**

Il faut être optimiste. D'importants progrès ont été réalisés en Amérique latine, avec l'installation généralisée de la démocratie. Economiquement, le continent connaît une croissance inégalée, 2 à 3 fois supérieure à celle de l'Union européenne. Certes, le prix des produits augmente, mais tous les pays ne le ressentent pas de la même manière. Les économies sont plus fortes qu'avant. Avec des finances publiques équilibrées, beaucoup de pays d'Amérique latine sont mieux armés que l'Europe face à la crise. Les résultats des élections américaines peuvent donner à l'Amérique latine l'occasion de changer ses relations avec l'Amérique du Nord. L'avenir de l'Amérique latine dépend d'elle-même, pas des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Vous avez désormais les moyens d'un destin autonome, à condition d'inventer un modèle intercontinental et de faire des efforts pour diversifier l'économie, afin de ne plus dépendre d'un nombre limité de produits et de débouchés.

**Intervention de Ney Lopes de Souza, président délégué du Parlement latino-américain PARLATINO.**

Le moment est venu d'avoir une communauté latino-américaine des nations fondée sur une constitution commune, afin de surmonter le manque de crédibilité de notre région. Le Foro pourrait créer une commission technique afin d'aider à la création de cette communauté.

**Intervention de Gustavo Fernandez, ancien ministre des Affaires Etrangères, Bolivie.**

Le problème, c'est que plusieurs stratégies économiques différentes coexistent selon les pays. Certains ont des accords avec les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Asie, d'autres sont repliés sur eux-mêmes. Après la crise du capitalisme financier, l'axe du monde se déplace : c'est le moment ou jamais de se lancer de nouveaux défis dans les relations entre Europe et Amérique latine.

### **Intervention de Porfirio Muñoz Ledo, président du Front Amplio Progresista, Mexique.**

Le sommet de mai 2008 regroupant les membres de l'ALC (Amérique latine-Caraïbe) a marqué une régression de l'intégration et des relations avec l'Europe. Le pacte andin est victime de ses divisions, Mercosur est en suspens. On note un recul très clair sur les projets d'intégration globale Europe-Amérique latine. Il semblerait que pour l'instant, on ne parvienne à progresser que par le biais commercial. Mais il ne peut y avoir de nouvelle conception de la société internationale sans passer par des accords politiques.

### **Intervention de Pierre Moscovici, ancien ministre, député, France.**

L'actualité modifie la physionomie de la planète. Avec la crise financière, c'est une page de l'histoire du capitalisme qui se tourne, nous invitant à reconstruire un nouvel ordre international. Dans ce cadre, nous aurons besoin d'intégration régionale. Les élections américaines aussi vont changer la donne. L'élection probable de Barack Obama va entraîner le retour des Etats-Unis au monde et ouvrir une nouvelle forme de multilatéralisme. La déclaration de Lima avait tout de même marqué la volonté de relations entre l'Europe et l'Amérique latine. Nous sommes des alliés naturels, en raison de nos valeurs partagées (droits de l'homme, démocratie, multilatéralisme). Nous avons trois défis à relever : combiner nos forces pour sortir de la crise financière comme nous l'avons fait sur d'autres sujets (question climatique à Kyoto, création de la Cour Pénale Internationale...); stimuler nos échanges économiques et commerciaux ; agir ensemble pour plus de cohésion sociale (lutte contre la drogue, la criminalité, les inégalités, pour la protection de l'environnement). Les structures d'intégration seront forcément à géométrie variable, en raison de l'état d'avancement différent des pays.

### **Intervention de Rosario Green Macías, sénatrice, présidente de la Commission des Affaires Etrangères, Colombie.**

Je suis frustrée dans mon militantisme pro-intégration. Ca n'avance pas beaucoup. L'Amérique latine ne peut pas imiter la construction européenne, en raison de ses caractéristiques politiques et culturelles. Deux courants s'opposent : un courant intégrationniste et un courant qui tend vers la fragmentation. En 30 ans, les pays d'Amérique latine ont essayé un grand nombre de formules. Aujourd'hui, il est urgent de trouver une convergence. Quatre propositions économiques et politiques pour aller dans ce sens : lancer une intégration sectorielle (sur le modèle du charbon et de l'acier en Europe) en tablant sur des niches économiques ; développer des projets régionaux d'infrastructures énergétiques ; créer des chaînes de production entre pays pour contourner les règles d'origine qui bloque l'entrée du marché américain aux pays d'Amérique latine qui n'ont pas d'accord commercial avec les Etats-Unis ; enfin trouver un leadership politique : il n'y aura pas d'intégration tant que les Mexicains et les Brésiliens ne se mettront pas d'accord.

### **Intervention de Carlos Alvarez, président de la Commission des Représentants Permanents du Mercosur.**

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le retour de la politique au plan international. Un même défi se présente à l'Europe et à l'Amérique latine : utiliser les mécanismes

d'unité régionale pour élaborer un point de vue commun sur le réaménagement du monde.

**Intervention d'Adalid Contreras, directeur général de la Comunidad Andina de Naciones, Bolivie.**

Tout projet d'intégration doit avoir pour objet l'amélioration du bien-être des citoyens. Il faut rejeter une idée de l'intégration limitée à des accords commerciaux. L'intégration régionale est un facteur d'intégration dans le concert international des nations. Dans le cas de la communauté andine, il faut faire preuve de pragmatisme. Un accord d'association avec l'Union européenne est en train de se négocier : sur dix points débattus, quatre posent problème. Ne nous arrêtons pas à cela, continuons d'avancer sur les thèmes qui le permettent, comme les droits de l'homme et le climat.

**Intervention d'Alfonso Lopez Caballero, ancien ministre de l'Intérieur, Colombie.**

L'Amérique latine n'a aucun poids pour l'Europe, nous ne sommes pas leur priorité. En termes commerciaux, la Politique Agricole Commune (PAC) est un mur pour les produits latino-américains, alors qu'une grande partie de notre population vit justement sur l'agriculture. Pendant six ans, les relations de la France et de la Colombie ont été subordonnées à l'affaire Ingrid Betancourt. Pour nous, c'est un dossier parmi 3 000 et les Colombiens n'ont jamais compris cette attitude. Les jeunes exilés d'Amérique latine vont payer les retraites des Européens âgés.

**Intervention de Luis Fernando Andrade Falla, secrétaire général de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC).**

Il faut voir les choses du point de vue positif. L'Association de la Caraïbe, qui compte 25 membres, est un pont pour renforcer les relations Europe-Amérique latine, car les intérêts de l'Europe dans cette région sont évidents.

**Intervention d'Ignacio Salafranca, président d'Eurolat, député européen, Espagne.**

L'Amérique latine passe par un processus de démembrement de l'intégration régionale (tensions avec le Venezuela, problèmes entre le Chili et la Bolivie...), tandis que l'Europe est occupée à renforcer sa position dans le monde, à lutter pour la sécurité et contre le terrorisme, à gérer les questions d'énergie, d'environnement, d'immigration et de vieillissement de la population. L'Amérique latine doit trouver un moyen de s'associer régionalement. Elle n'a pas besoin d'aumône, mais d'opportunités par le biais d'accords d'association. Après 50 ans d'intégration européenne, on peut dire que le développement en Amérique latine sera très difficile sans intégration. Comment conjuguer l'unité et la diversité, c'est le défi commun à l'Europe et à l'Amérique latine.

**EN BREF**

Tous les intervenants sont d'accord pour dire que l'intégration régionale est essentielle pour les développements respectifs et conjoints de l'Europe et de l'Amérique latine, encore plus dans un contexte de crise internationale qui nécessite l'établissement de visions communes. L'intégration régionale latino-américaine peut

s'inspirer de la construction européenne, mais elle ne peut en aucun cas la reproduire. Elle doit trouver ses propres modalités. Deux visions s'opposent au sein des intervenants. D'un côté une vision pessimiste, selon laquelle l'intégration régionale latino-américaine et les relations avec l'Europe sont en panne. Les associations entre pays d'Amérique latine se multiplient mais n'arrivent pas à converger ; les rapports avec l'Europe se limitent à des accords commerciaux. De l'autre côté une vision optimiste, qui privilégie le chemin déjà parcouru et les perspectives offertes par le nouveau contexte multilatéral et l'émergence de la zone Caraïbe.

➤ **Intervention de Gérard Larcher, président du Sénat français.**

Nous sommes à un moment important des relations entre l'Europe et l'Amérique latine. C'est assez symbolique à deux jours des élections américaines de se retrouver pour réfléchir à nos relations, dans un contexte de crise financière. Il est essentiel de renforcer nos liens. L'Union européenne a un rôle à jouer mais elle ne peut pas le jouer seule. Face à la crise économique, deux attitudes sont possibles : le repli comme dans les années 30, qui risque de ranimer les tentations fascistes ; ou au contraire le front commun. Nicolas Sarkozy a pris des initiatives en ce sens en imposant le Sommet de Washington. Il faut aller plus loin dans les structures d'intégration régionale en Amérique latine, car c'est un élément de stabilisation des crises. La pire des choses serait que cette crise fasse voler en éclats les instances supranationales et entraîne un retour au protectionnisme. La coopération doit se faire de pays à pays, de région à région, de métropole à métropole. Ne subissons pas ce qui vient d'ailleurs, imaginons ensemble.

➤ **Séance plénière : Les défis du développement de l'Amérique latine et ses relations avec l'Union européenne, dans un contexte de vulnérabilité externe.**

**Lancement par Enrique Garcia, président de session, président de la Corporación Andina de Fomento (CAF).**

Après six ans d'économie positive pour la région, l'Amérique latine est mieux préparée à faire face à une crise de cette gravité. Mais nous ne sommes naturellement pas à l'abri, d'autant plus que la région est hétérogène. Toutes les grandes économies mondiales vont connaître une récession en 2009. L'incidence de la crise financière sur l'économie réelle est inévitable : en Amérique latine, la croissance de 5 à 6% des années précédentes va chuter à 2,5%. L'Amérique latine reste un continent vulnérable, qui dépend étroitement d'un petit nombre d'exportations, essentiellement des matières premières à faible valeur ajoutée. Le risque, c'est que le débat sur la crise à court terme mette de côté l'élaboration d'un programme de développement régional. L'intégration régionale ne vit pas la période la plus féconde de sa vie. Que faire pour avancer ?

**Intervention de José Antonio Ocampo , économiste, ancien ministre, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, Colombie.**

L'Amérique latine est vulnérable à deux niveaux :

- La baisse du prix des matières premières, divisé par deux ces deux derniers mois. Il est essentiel de diversifier la production pour ne pas dépendre uniquement des ressources naturelles.
- L'absence de répercussions des améliorations financières générées par les gouvernements sur les entreprises.

La prospérité de ces dernières années a eu des effets positifs, notamment un niveau élevé de réserves. Il faut que les gouvernements mettent en place des réponses contra-cycliques à la crise et que les banques centrales essayent de baisser les taux d'intérêt.

**Intervention de Javier Santiso, directeur du centre de développement à l'OCDE.**

D'un point de vue spatial, la crise actuelle n'est pas une crise des pays émergents. Elle vient du Nord, mais l'effet domino est inévitable. Il est intéressant que le G20 intègre trois pays latino-américains. D'un point de vue temporel, on peut craindre que la sortie de crise soit longue et difficile. D'un point de vue structurel, il faut tenir compte de l'impératif d'une meilleure démocratie. Le rapport de l'OCDE sur les perspectives économiques en Amérique latine insiste sur le levier de la politique fiscale afin de mieux redistribuer les revenus, pour réduire les inégalités sociales.

**Intervention de Carlos Ominami, ancien ministre, vice-président du Sénat, Chili.**

Les pays d'Amérique latine sont plus solides économiquement et moins tolérants vis-à-vis des inégalités. Mais la sortie de crise se comptera plus en années qu'en mois et ses effets seront sans doute plus forts que ce qu'on imagine.

**Intervention d'Eneko Landaburu, directeur des relations extérieures de l'Union européenne.**

Depuis dix ans la dynamique de coopération entre l'Europe et l'Amérique latine repose sur de la coopération stratégique bipolaire. Nous avons un dialogue très différent de celui qui existe avec les Etats-Unis. Rien ne nous oppose d'un point de vue idéologique, puisque nous partageons les mêmes valeurs et la même vision. Il est temps de revenir au domaine politique de nos relations, dans ce contexte de crise. Et il faut maintenir à tout prix les relations entre l'Union européenne et la Communauté andine.

**Intervention de Luiz Awazu Pereira da Silva, ancien secrétaire d'Etat, conseiller du président de la Banque Mondiale, Brésil.**

En une vingtaine d'années nous avons pu voir deux propositions extrêmes arriver à leurs limites : l'économie centralisée et le capitalisme financier. La transparence a entraîné la chute du mur de Berlin, et c'est l'obscurité des actifs financiers qui a entraîné celle du système néolibéral. À présent nous allons sans doute aller vers une économie de marché de type européen/rhénan, fondée sur un meilleur équilibre entre créativité et réglementations. Pour la première fois, la plupart des pays du G7

ont pu mener une action coordonnée. En Amérique latine, l'alternance vers des gouvernements de centre-gauche a déjà permis de continuer à développer la croissance tout en faisant en sorte qu'elle soit redistributive.

**Intervention de José Ignacio Sanchez Asain, directeur général de la BBK, Espagne.**

L'époque de la prospérité est révolue. La réduction importante du crédit va aggraver les effets de la crise. Pour l'Amérique latine, l'axe fondamental est le problème des inégalités. D'énormes masses de gens sont paupérisées. Il est essentiel de mieux redistribuer les ressources pour parvenir à intégrer ce capital humain nécessaire à la productivité.

**Intervention d'Abelardo Pachano Bertero, président directeur général Produbanco, Equateur.**

L'Amérique latine a beaucoup souffert des crises dans le passé et elle en a tiré des leçons. Depuis dix ans, ses politiques économiques ont été couronnées de succès et les indicateurs se sont améliorés. Mais avec la crise, l'Amérique latine va perdre en croissance et les fantômes des politiques populistes de fermeture de l'économie se réveillent. Rappelons que les politiques économiques doivent se fonder sur des règles partagées et non sur un pouvoir discrétionnaire. Les pays qui s'en sortent le mieux sont ceux qui dévaluent le plus. Mais les mécanismes de protection des intérêts nationaux risquent de nous faire revenir à la situation de repli généralisé antérieure à Bretton Woods. Il faut éviter cela en fixant des règles communes pour tout le monde.

**Intervention de Diego Molano, directeur général adjoint de Corporate Affairs Latin America, Espagne.**

Il reste de la place pour l'optimisme, en ce qui concerne les technologies de communication. En Amérique latine, 90% des gens ont désormais un téléphone fixe. Internet connaît une croissance très importante depuis un an. Le câble et la téléphonie mobile se développent. Aujourd'hui des paysans peuvent consulter le marché de Bogota à distance. Plus de 2 000 millions de dollars ont été investis l'année dernière dans ce domaine, et les infrastructures suivent.

**EN BREF**

Après plusieurs années de croissance économique et de construction démocratique, l'Amérique latine est mieux armée pour résister à la crise internationale. Mais elle ne sera pas épargnée. Elle souffre principalement de deux faiblesses : la dépendance à un nombre limité d'exportations et le poids des inégalités sociales. Pour y faire face, elle doit d'une part diversifier sa production ; d'autre part améliorer ses mécanismes de redistribution. Dans ce contexte, les relations avec l'Union Européenne sont primordiales : il faut à tout prix éviter que la crise économique entraîne un repli protectionniste.

➤ **Conférence-débat : Europe et Amérique latine face à la crise.**

**Lancement par Alejandro Toledo, président de session, ancien président de la République du Pérou.**

L'Amérique latine a entre les mains l'occasion de faire un saut qualitatif dans les 10 à 15 ans à venir, pour se placer dans l'économie du monde, mais il faut faire un effort pour réduire la pauvreté et les inégalités.

**Intervention d'Alain Juppé, ancien premier ministre, maire de Bordeaux, France.**

Quelques apprentis sorciers ont construit une machine infernale, mais nos gouvernements ont réagi avec sang-froid. Si l'on parle de crise de l'économie réelle, ça veut dire qu'il y avait une économie irréaliste... L'effondrement des marchés boursiers entraîne une perte de confiance. L'effet de contagion est planétaire : les déficits et le chômage augmentent. Cette crise sera longue et difficile. Mais il faut écarter les réactions excessives :

- On ne peut pas parler de fin du capitalisme et du libéralisme. Il n'y a pas de système plus efficace que l'économie de marché. C'est l'absence de régulations qui pose problème : alors il faut faire en sorte qu'elles existent en encadrant les rémunérations et parachutes dorés, en instaurant des contrôles internes et externes. C'est l'ordre du jour du G20.
- On ne peut pas parler de déclin de la puissance américaine. La victoire probable de Barack Obama aux élections américaines va mettre fin à un néo-conservatisme arrogant dont nous serons tous heureux de nous débarrasser. Les Etats-Unis souffrent de 500 milliards de déficit budgétaire et 10 milliards de dettes. Ils vont devoir partager la puissance dans un monde désormais multipolaire. Mais ils resteront une grande nation.
- On parle du retour en force de l'Etat, mais avait-il jamais disparu ? Il faut réaffirmer son rôle sans retomber dans le protectionnisme.

En tant qu'Occidentaux, nous ne sommes plus le centre du monde. Nous devons changer de perspective pour affronter des défis comme la révolution écologique, qui va nous emmener à opérer des changements profonds dans nos modes de production et de consommation.

**Intervention de Ricardo Lagos, ancien président du Chili, président du Club de Madrid, Chili.**

L'Europe a su réagir à la crise parce qu'elle a une Banque Centrale fédérale et une monnaie unique, L'Amérique latine est à des années lumières de cela. Pourquoi ne pas créer une monnaie unique ? Parce qu'on arrive même pas à coordonner nos banques centrales...

**Intervention de Rodrigo de Rato, ancien ministre des Finances, ancien directeur général du FMI, Espagne.**

Pour une fois la crise ne vient pas d'Amérique latine, mais des excès des Etats-Unis. Ceci dit l'Amérique latine est une des régions qui s'intègrent le moins d'un point de

vue économique. Le système financier est stable et réglementé dans la plupart des pays, mais il n'y a pas de multilatéralisme.

**Reprise de parole d'Alain Juppé :**

Il faut renforcer l'intégration régionale, mais attention de ne peut pas réduire la construction européenne à la monnaie unique. Ce n'est qu'un aboutissement. La construction européenne s'est surtout faite grâce à la solidarité des pays les plus riches à l'égard des moins riches.

**Reprise de parole de Ricardo Lagos :**

Effectivement, l'intégration européenne s'est réalisée parce que les pays les plus riches ont accordé des conditions préférentielles à ceux qui avaient moins : en Amérique latine, nous ne pratiquons pas cela. On ne chemine pas très vite dans la voie de l'intégration parce qu'on continue d'ignorer les différences qui nous séparent. Les réalités sont très diverses dans le continent, il faut les mettre sur la table.

**Reprise de parole de Rodrigo de Rato :**

L'intégration est un processus très difficile. N'oublions pas que l'Union européenne a commencé la sienne dans les années 50 ! Le modèle européen repose sur des composantes économique, politique et monétaire ; le modèle asiatique est strictement économique (les pièces fabriquées dans différents pays convergent vers la Chine) et financier. L'Amérique latine doit trouver son propre modèle.

**Conclusion par Alejandro Toledo :**

On ne peut plus avoir une économie exempte de régulation. Il y aura encore des troubles dans les rues d'Amérique latine, mais cette crise nous donne l'occasion de nous imposer sur la scène internationale, notamment en diversifiant nos sources d'investissement, qui dépendent aujourd'hui de l'Europe (Royaume-Uni et Espagne en tête) devant les Etats-Unis ; en nous appuyant sur notre diaspora ; et en devenant un continent de connaissance, et plus simplement un exportateur de matières premières.

## Mardi 4 novembre

### ➤ Séance plénière : Evolution des politiques européennes d'immigration.

#### **Intervention d'Adrián Bonilla, directeur général de la faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), Equateur.**

L'immigration latino-américaine vers l'Europe existe depuis 20 ans. Elle est devenue visible dans les années 90. Des conditions favorisent ces mouvements migratoires :

- En Amérique latine, la libéralisation économique a entraîné une flexibilisation du travail, un démantèlement du système de protection, la privatisation des entreprises publiques et la réduction de la place de l'Etat, créant des pressions sur le marché du travail.
- Côté demande, en Europe, la croissance démographique est stagnante ou négative, exerçant une pression sur les systèmes de retraite, d'où la nécessité d'avoir recours à de nouvelles formes de travail. On a assisté à une explosion des industries qui ont besoin de main d'œuvre peu qualifiée.

L'Amérique latine a toujours été un continent recevant des migrants et d'où d'autres migrants partaient. Aujourd'hui, pour chaque arrivant, quatre Latino-américains s'en vont. 25 millions de Latino-américains sont exilés dans le monde, soit 13% de la population migrante mondiale. Il s'agit en grande partie de Mexicains allant vers les Etats-Unis. 60% de l'immigration latino-américaine se concentre aux Etats-Unis. Qui va vers l'Union européenne ? Les pays andins, la Colombie, la Bolivie, l'Equateur, la République Dominicaine. L'essentiel de ces migrants vont en Espagne. Il s'agit d'ouvriers agricoles, de la construction, beaucoup de femmes travaillant dans les soins à la personne et les travaux domestiques. On observe également des migrations intra-régionales, pas exemple de la Colombie vers le Venezuela ou l'Equateur.

Les envois de devises représentent 1/10<sup>e</sup> du PIB européen, mais c'est une somme importante pour les pays d'Amérique latine. Ils ont été multipliés par 10 en deux décennies et représentent aujourd'hui 55 millions de dollars, dont seuls 8 millions proviennent d'Europe.

Les migrants produisent beaucoup plus de richesses sur place que celles qu'ils envoient vers leur pays. C'est pour cette raison que les politiques sécuritaires dans le domaine de l'immigration sont des erreurs. L'ennemi c'est la pauvreté, on ne la résout pas avec des policiers. La Directive Retour va dans ce sens, et diminue dramatiquement les liens entre nos deux continents.

#### **Intervention de Luis Yáñez Barnuevo Garcia, ancien secrétaire d'Etat, Député européen, Espagne.**

La Directive Retour ne sera pas appliquée avant 2010. C'est un processus en construction. Bien sûr que l'Europe a besoin de l'immigration. La croissance des dix dernières années ne peut s'expliquer sans elle. Mais il y a d'énormes différences entre les pays membres et nous devons nous doter d'une politique commune.

L'Espagne est le pays européen qui a reçu le plus grand nombre d'immigrants : 2% de la population en 1998 contre 12% aujourd'hui, soit 6 millions de personnes. Nous avons du accélérer nos capacités d'intégration. Nous avons fait des progrès, notamment en instaurant des liens étroits avec les pays d'origine. Nous veillons à ce que les deux droits cohabitent : les droits humains et le droit des pays receveurs à fixer le nombre d'étrangers qu'ils peuvent accueillir. Cela nécessite l'organisation de l'immigration légale (accès à la santé, à l'enseignement, pas d'obligation d'apprendre la langue mais adhésion aux valeurs) ; la lutte contre l'immigration illégale, qui porte atteinte à la cohésion sociale ; le contrôles aux frontières, notamment Frontex, qui se développe de mieux en mieux ; le maintien de la notion d'asile ; et la recherche de synergies entre différents acteurs.

**Intervention de Gil Carlos Rodriguez Iglesias, directeur de l'Institut Real Elcano, Espagne.**

Le flux migratoire s'est déplacé des pays du nord de l'Europe vers les pays du sud de l'Europe, qui sont passés du statut de pays émetteurs à celui de pays récepteurs. Le poids relatif de la migration latino-américaine en Europe n'est pas très important. Comme l'Europe n'a pas de frontière interne, l'immigration est difficile à gérer. Il est donc nécessaire d'avoir une politique commune. Le Traité de Lisbonne et la Directive Retour renforcent cette politique, même si on ne sait pas quand ils rentreront en vigueur. Mentionnons trois axes forts : le contrôle aux frontières, la politique extérieure vis-à-vis des pays émetteurs, l'intégration des résidents légaux. Il est vrai que le 11 septembre a généré des politiques plus sécuritaires en associant immigration et risque terroriste. Mais nous développons aussi des partenariats de mobilité, de nouveaux outils pour mieux communiquer avec les pays d'origine et de transit. Nous travaillons aussi à supprimer les obstacles qui empêchent les migrants de rentrer chez eux s'ils le souhaitent, notamment pour éviter un excès de fuite des cerveaux.

**Intervention d'Ernesto Samper, président de session, ancien président de la République de Colombie, président de Corporación Escenarios, Colombie.**

Personne ne veut vivre à l'étranger, à moins d'avoir une raison sociale, politique ou culturelle. Le débat doit se centrer sur les raisons qui obligent les gens à partir. On peut aborder les choses sous l'angle historique. L'Amérique latine a toujours été un continent d'immigrants et une terre d'accueil. Il y a 15 ans, l'Europe était également un continent d'accueil. Mais aujourd'hui, l'Europe est engagée dans un mouvement de criminalisation de l'immigration, qui se traduit par exemple, en Italie, par le projet de Berlusconi de réforme du code pénal. À l'échelle européenne, la Directive Retour est un acte honteux, tant juridiquement que philosophiquement, qui laisse de côté tous les principes des droits de l'homme. La possibilité d'une détention administrative jusqu'à 18 mois est une négation manifeste de l'Habeas Corpus. C'est l'instauration d'un Guantanamo européen. D'un point de vue économique, les gens migrent pour chercher de meilleures opportunités. Dans ce monde globalisé, tout circule mais pas le travail. Les femmes et les jeunes sont forcés à partir à cause de la crise. La carte bleue qui permet à des intellectuels de venir travailler en Europe a ses limites : on ne peut pas garder que la crème des migrants.

**Intervention de Miguel Angel Bastenier, directeur des relations internationales au quotidien El País, Espagne.**

L'immigration latino-américaine vers l'Espagne est distincte de celle qui concerne les autres pays européens. La présence des migrants nous oblige à nous poser la question de l'identité indigène. Les millions d'Espagnols indigènes contribuent à définir une identité ibéro-américaine.

**Intervention de Blanca Ovelar Duarte, ancienne Ministre, ancienne candidate présidentielle, Paraguay.**

Le cœur du problème, c'est la pleine acceptation de la condition humaine. L'Europe stigmatise les migrants. Les droits de l'homme et à la dignité s'arrêtent au port de papiers. Il faut se rappeler que le migrant est un être humain qui a aussi une patrie. Pourquoi les gens se déplacent ? Parce que l'Amérique latine est le continent le plus inégal de la planète. Autrefois il fallait une vie pour avoir des choses que maintenant nous voulons posséder tout de suite. L'idée de gagner dix fois plus permet de réduire le délai pour accéder à ces biens et services. Il faut mettre l'homme au centre.

**Intervention de Ruben Beltrán Guerrero, consul général du Mexique à New York, Mexique.**

L'immigration doit être abordée dans le cadre d'une responsabilité partagée. C'est facile de montrer du doigt les pays émergents, mais l'immigration relève de la responsabilité collective de la communauté internationale. Il faut créer des groupes régionaux et interrégionaux pour établir de meilleures pratiques, stabiliser les populations et promouvoir le développement durable. On ne peut pas créer des citoyens de deuxième zone dans les pays d'accueil : il est important de leur donner accès à l'éducation et à la sécurité sociale.

**Intervention de Mario Baldassari, ancien ministre, sénateur, président de la Commission des Finances et du Trésor, Italie.**

On compte 65 millions d'Italiens dans le reste du monde. La ville la plus importante du monde en nombre d'Italiens est Buenos Aires, devant Rome. Trois problèmes vont se poser à nous : les migrations campagne-ville en Chine qui créent d'importants défis, et pour l'Europe, l'arrivée de 40 millions d'immigrants d'Afrique du nord dans les 20 ans à venir. Nous avons autre chose à penser que l'immigration latino-américaine. On ne peut pas vraiment parler de respect d'un être humain hors de la légalité. L'immigration illégale produit de l'exploitation, du travail au noir, de la criminalité. La loi du parlement italien ne tend pas vers la criminalisation, c'est l'inverse. C'est facile de dire qu'on aime les migrants et qu'on va les accueillir. Mais encore faut-il prendre la responsabilité de les intégrer et de trouver une vraie place pour eux dans la société.

**Intervention de José Valencia, vice-ministre des Affaires Etrangères, Equateur.**

Il faut éviter de se limiter au prisme sécuritaire et assurer la protection des droits des migrants dans les pays d'accueil. Tentons toujours de voir la réalité à travers les yeux de l'autre, car l'histoire fluctue et nous pourrions nous retrouver à leur place.

**Intervention de Zaïr Kedadouche, directeur des relations internationales au Haut Conseil à l'Intégration, France.**

L'affirmation d'Ernesto Samper sur un Guantanamo européen est très excessive. La Directive Retour a été votée démocratiquement par 27 pays européens. En France, nous en sommes à la quatrième génération d'enfants issus de l'immigration. C'est une force pour la France, c'est l'avenir de l'Europe. Mais il faut quand même se poser la question de savoir comment on fait pour vivre ensemble quand on a une culture différente.

**Intervention de Juan Fernando Cristo, sénateur, Colombie.**

Nous rejetons la Directive Retour. C'est le début d'une évolution qui pourrait s'avérer bien pire encore. Nous n'avons aujourd'hui aucune raison d'être optimiste. Nous payons les pots cassés de l'élargissement de l'Union européenne. En même temps, posons-nous la question : est-ce que nous ne demandons pas à l'Europe ce que nous ne faisons pas nous-mêmes ? En Amérique latine, faire du tourisme ou travailler dans d'autres pays de la région n'est pas toujours évident. Plusieurs pays demandent des visas. La libre-circulation n'existe pas, et pourtant il y a des migrations Sud-Sud liées à la violence, par exemple entre la Colombie et le Venezuela.

**Intervention de Beatriz Paredes Rangel, présidente du Partido Revolucionario Institucional (PRI), Mexique.**

Il existe une énorme tension à chaque fois que nous parlons du thème de l'immigration. Les Latino-américains sont naturellement favorables aux migrations. Nos pays ont besoin de cette possibilité de développement pour leurs habitants. Par conséquent, nous ne pouvons pas être d'accord avec la Directive Retour. La communauté européenne nous a fait rêver, nous voulions partager cette utopie. Avec cette directive, c'est la real-politique qui s'impose. La détention possible de mineurs non-accompagnés pendant une période de 18 mois est une violation de la convention des Nations-Unies pour les droits des enfants. L'interdiction de revenir sur le territoire européen pendant 5 ans impose une double peine. Quelle folie a poussé les parlementaires européens à accepter un tel texte ? Il nous pousse à nous mettre en position de concurrence avec d'autres migrants, ce qui est horrible. Le problème de fond, c'est que des êtres humains n'ont pas d'emploi ni de ressources dans certains endroits du monde. Il faut réorganiser le marché du travail dans le monde.

**Reprise de parole de Luis Yáñez Barnuevo García :**

La principale justification de ce texte, c'est qu'il va créer une situation bien meilleure que celle qui existait jusque là. Il faut bien trouver des issues à l'immigration illégale. L'Europe estime qu'elle est arrivée au seuil quantitatif acceptable. Au-delà, les opinions publiques européennes vont évoluer de plus en plus vers des positions anti-immigration radicales, de type extrême-droite.

**Intervention d'Oscar Ortiz, président du Sénat, Bolivie.**

Les centres de détention existent en Europe, ils sont pires que ce qu'on imagine. Les infrastructures sont même plus insalubres que celles de Guantanamo. Cette situation

détériorer l'image de l'Europe et le respect des droits de l'homme. Nous voudrions réunir les conditions pour que les gens ne soient pas obligés de s'exiler. 29% des migrants le font contre leur gré. Il faut améliorer l'habitat et l'emploi dans nos pays pour les aider à rester. Nous aussi le départ de nos concitoyens nous pose des problèmes : on se retrouve avec des familles décomposées dont les enfants, livrés à eux-mêmes, risquent de basculer dans la délinquance. L'envoi de devises ne compense pas le coût de la perte de ce capital humain. On pourrait imaginer des accords de migration temporaire pour la saison, ou dans des domaines sectoriels.

**Intervention de Paolo Bruni, secrétaire général de l'ILLA, Italie.**

L'envoi des devises a un impact très faible sur la croissance des pays d'origine. Comment tirer profit de ces envois pour améliorer la croissance ? Nous menons un travail entre la Communauté andine et le parlement italien. Il s'agit d'un groupe d'associations, Tous ensemble pour les Andes, permettant l'envoi de devises vers des institutions.

**Intervention d'Artur Mas, président du Partido Convergencia i Unió, Espagne.**

On peut tout de même être un peu optimiste lorsqu'on regarde l'exemple de la Catalogne. C'est un petit pays au sein de l'UE, dont 60% de la population vient de l'immigration (Espagne et extérieure). Et ça fonctionne ! Nous ne criminalisons pas les migrants, nous leur réservons un traitement égal. Il est injuste d'accuser l'Union européenne de s'opposer radicalement à toute immigration. C'est avant tout un problème quantitatif. Pourquoi ne pas profiter du Foro pour créer un organisme multilatéral sur cette question, comme ça existe pour les capitaux financiers ?

**Intervention de Patrick Peugeot, président de la CIMADE, service œcuménique d'entraide aux étrangers migrants, France.**

Les responsables européens auraient été bien inspirés d'aller écouter les gens des pays d'origine. On aurait évité ce texte. Nous arrivons maintenant à prendre nos décisions au niveau européen mais nous prenons le problème à l'envers : au lieu de réfléchir à l'accueil des migrants, on se concentre sur la meilleure manière de les retenir pour les expulser. Les grands progrès sont souvent à l'initiative de la société civile. En France, le Réseau Education Sans Frontière (RESF) a permis d'éviter certaines arrestations de parents d'enfants scolarisés en situation illégale. On peut aussi souligner l'évolution des syndicats : traditionnellement, ils considéraient que les immigrés prenaient le travail des Français, mais aujourd'hui ils veillent à ce qu'on les intègre normalement.

**Intervention de Nancy Patricia Gutierrez, ancienne présidente du Congrès, sénatrice, Colombie.**

En Amérique latine cette directive est reçue comme une agression. En raison du manque d'unité en Amérique latine, l'immigration est absente des accords régionaux.

## **Reprise de parole d'Adrián Bonilla :**

Les réseaux de criminalité qui font du trafic d'êtres humains vont se multiplier, se sophisticationner, devenir plus violents. Tous les jours des bateaux quittent l'Amérique latine vers l'Europe chargés de gens prêts à risquer leur vie pour une autre vie. La seule possibilité, c'est leur régularisation. La répression ne parviendra pas à juguler le phénomène.

### **EN BREF**

Une ligne de désaccord sépare les intervenants européens et latino-américains autour de la Directive Retour de l'Union européenne, qui vise à lutter contre l'immigration illégale. Les représentants des pays d'Amérique latine, qui ont besoin des débouchés de l'immigration, notamment en termes d'envoi de devises, reprochent à ce texte de trahir l'héritage humaniste de l'Europe en criminalisant l'immigration. De leur côté, les Européens justifient la Directive en invoquant les limites quantitatives d'absorption des flux migratoires.

### **➤ Conférence-débat : Europe-Amérique latine face à la crise mondiale.**

#### **Lancement par José María Figueres, ancien Président de la République du Costa Rica.**

L'Amérique latine est relativement optimiste après des années de croissance, même si l'intégration est loin d'être achevée. L'Europe est centrée sur elle-même et a du mal à parler d'une seule voix. Il n'y a pas vraiment d'alignement stratégique entre les deux. Mais la crise ouvre le champ pour travailler ensemble, notamment sur la situation énergétique et les grands changements climatiques.

#### **Intervention de Juan José Ibarretxe, lehendakari du Pays Basque, co-organisateur du Foro.**

Nous n'avons pas affaire à une crise économique et sociale, mais avant tout à une crise d'orgueil. Tirons-en des leçons : l'irresponsabilité et l'avarice sont néfastes, le pouvoir politique issu de la volonté des citoyens ne saurait découler d'une logique de marché, nous ne pouvons pas accepter l'assujettissement du pouvoir politique au pouvoir de l'argent, il nous faut des solutions globales et des réponses locales, dans le cadre de relations multilatérales.

#### **Intervention d'Enrique Peña Nieto, gouverneur de l'Etat de Mexico, Mexique.**

Nous ressentons les effets de la crise à l'échelle de notre état. Les pays émergents n'ont pas contribué à cette crise, mais ils seront confrontés à ses effets (baisse de croissance, risques sur l'emploi). Les exportations vont baisser, les investissements étrangers aussi. Nous étions en train de renforcer la démocratie, avec de nouveaux partis et une plus grande participation, mais la crise risque de creuser encore les inégalités, la pauvreté et la délinquance. Nous avons besoin de la démocratie pour construire un contexte commun en Amérique latine. Il faut tenter de limiter les effets sociaux de la crise.

### **Intervention de François Bayrou, ancien ministre, député, président du Mouvement Démocrate, France.**

Certains pensaient que le système capitaliste financier était à l'abri d'une crise systémique. Pourtant cette crise n'est pas seulement financière, elle est aussi économique et sociale. C'est l'écroulement d'un modèle. Avons-nous un autre modèle à penser et à proposer ? Il faut à la fois s'occuper de l'urgence et du long terme. On vient de redécouvrir que la responsabilité de la puissance publique est d'assurer la sécurité du système des échanges, y compris financiers. Il faut assurer un contrôle public fiable des activités bancaires. Si nous voulons une régulation en Europe, il faut une institution européenne adéquate. Sommes-nous capables de soutenir ensemble l'activité, et plus spécifiquement celle des pays émergents ? Il existe une tentation de les pousser en lisière pour ne s'occuper que des pays développés. Est-ce que la démocratie est capable de gouverner le monde ? Est-on capable de substituer à la force la participation du peuple, de créer un modèle qui ne soit plus fondé sur l'augmentation des inégalités ? Un tel modèle sera nécessaire pour répondre aux questions des migrations et de la crise climatique. Et quels sont les acteurs capables de faire que la démocratie gouverne le monde ? Unies, L'Europe et l'Amérique latine sont capables de faire entendre la voix des peuples.

### **Intervention de José Antonio Ocampo, économiste, ancien ministre, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, Colombie.**

Nous avons sous-estimé l'ampleur de la crise. Désormais, il faut d'abord arrêter la saignée et mettre un point final aux faillites, en lançant un paquet de relances économiques au plan mondial. Puis nous devons réformer en profondeur le FMI, qui doit être un organe de coopération macroéconomique internationale ; mettre en place des mécanismes internationaux pour la prévention des crises ; créer de nouvelles architectures régionales et un forum multilatéral où tous seraient représentés.

#### **➤ Conclusions et clôture.**

### **Conclusions d'Ernesto Samper, ancien président de la République de Colombie, président de la Corporación Escenarios, Colombie.**

En Amérique latine, la crise, c'est notre contexte naturel. C'est peut-être parce que notre révolution n'appartient ni au passé ni au futur, elle est en train de se faire. Nous traversons de multiples crises : crise des processus d'intégration régionale, avec un émiettement du rêve d'une communauté latino-américaine en une multitude de traités commerciaux, qui n'abordent aucun des thèmes qui nous tiennent à cœur (biodiversité, immigration, asymétrie sociale etc.) ; crise de l'Union européenne après le non irlandais au Traité de Lisbonne ; crise des migrations avec l'établissement de la Directive Retour, qui renonce aux principes universels pour criminaliser l'immigration ; crise de la sécurité du continent latino-américain (risque alimentaire, record d'homicides) ; crise économique et financière internationale.

Nous avons besoin d'un nouveau modèle de développement qui puisse combiner la compétitivité économique et l'intégration sociale. Nous avons besoin de l'Etat, de la société, et du marché. Mais quel rôle attribuer à chacun ?

**Intervention de Marco Aurelio Garcia, conseiller aux relations internationales du président de la République fédérative du Brésil.**

Nous avons des divergences sur les choix à faire face au changement climatique, aux problèmes énergétiques, à l'immigration. Mais cela ne doit pas nous empêcher de conclure des accords. L'année dernière le Brésil a signé une association stratégique avec l'Europe. Nous avons créé Unasur. Même si son efficacité économique est à prouver, cette structure a permis une intervention politique décisive auprès du gouvernement bolivien. C'est le potentiel de ce type d'institution. Il faut transformer cette crise en opportunité, comme les pays d'Amérique latine ont su le faire dans le passé en relançant leur marché intérieur. Tout en évitant la tentation de l'austérité et du protectionnisme. L'heure de la politique est venue. À nous de travailler pour trouver des formules communes.

**Intervention de Nicolas Maduro, ministre des Affaires Etrangères de la République Bolivarienne du Venezuela.**

La crise a focalisé tous les débats. Le problème c'est que nous ne savons ce qui nous arrive. La crise se conjugue avec d'autres déséquilibres mondiaux : le manque de leadership, les problèmes de sécurité, la question de l'environnement, les migrations, la pauvreté... En Amérique latine, nous avançons très lentement sur la voie de l'intégration. Les initiatives concurrentes se sont multipliées, mais nous n'avons pas véritablement de projet à base populaire large. Dans mon pays, nous n'avons pas de vision commune. C'est un problème à résoudre, en cherchant des solutions globales. Dans la politique quotidienne, l'Europe et l'Amérique latine ne sont pas très présentes l'une pour l'autre. Avec cette crise il y aura des conflits forts dans la région. C'est le moment de se diversifier et de s'ouvrir aux autres régions du monde.

**Intervention de Juan Carvajal Trigo, représentant de Madame Michelle Bachelet, présidente de la République du Chili.**

Cette fois, la crise économique est venue des grandes puissances. Le défi pour tous, c'est d'inclure la diversité issue des migrations, tout en renforçant la sécurité. Le Chili a accumulé de la liquidité qui lui permet faire face à la crise avec un certain calme. L'objectif majeur, c'est de mettre l'individu et son bien-être au centre de notre réflexion. La croissance économique doit être répartie équitablement, pas uniquement dans une logique de surplus. Il faut renforcer notre protection sociale et coordonner les ressources entre les différentes régions.

**Intervention d'Oscar Ortiz, président du Sénat, Bolivie.**

En Bolivie, tout nous unit mais en réalité nous sommes distants. Il y a de grandes différences au sein de l'Amérique latine. Des pays comme le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Pérou et la Colombie ont bien avancé économiquement et démocratiquement. Leurs politiques d'état sont durables, indépendamment des changements de gouvernement. Les autres pays sont sur un chemin d'isolement,

passéiste. La Bolivie a eu une opportunité perdue dans le domaine économique et social. Le Président a été élu avec un nombre record de votes, suscitant un grand espoir. Mais la société est de plus en plus fragmentée. On a voulu dépasser d'anciennes exclusions en en créant de nouvelles. On a ressorti des luttes idéologiques datant de la guerre froide. On ne cherchait pas le consensus, mais l'imposition d'une seule vision. L'économie a été laissée en pilote automatique, sans nouveaux investissements, sans nouvelles politiques sociales. La production a baissé. Les exportations augmentent, mais au prix de vente. Notre système immunitaire est fragilisé. Les enjeux, c'est de recomposer l'unité de la nation, de nous reconnaître comme nation métisse, de développer une politique sociale efficace et de refonder un Etat. Nos problèmes se traduisent par une forte émigration : nous avons perdu 500 000 personnes en cinq ans, surtout vers l'Argentine et le Brésil.

#### **Intervention de Rodrigo Borja, ancien président de la République d'Equateur.**

La crise a démenti l'idée selon laquelle le marché est un outil efficace pour réguler la société. La mondialisation sert les pays industrialisés, qui arrivent à convaincre les autres que c'est bon pour eux également. On entend souvent dire que sans marché libre il n'y a pas de démocratie, que ce sont des synonymes. Mais la démocratie recherche l'égalité et la justice. Le néolibéralisme, après le marxisme, a échoué à tendre vers ces valeurs. Il faut inventer un autre modèle.

#### **Intervention d'Andrés Vallejo, vice-maire de Quito, Equateur.**

Nous serons heureux de vous recevoir à Quito l'année prochaine pour le 10<sup>e</sup> Foro, à l'occasion des bicentennaires de l'indépendance.

#### **Intervention de Mario Soares, ancien Président de la République, Portugal.**

L'élection certaine de Barack Obama marque un moment décisif dans les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis, avec des conséquences positives pour Amérique latine. Obama n'est pas socialiste, mais il s'inspire de Roosevelt pour promouvoir l'éducation, le social, la paix et le dialogue. Il a promis de faire rentrer les troupes d'Irak en 16 mois. La présence d'un Afro-Américain à la Maison Blanche est suffisante pour provoquer une révolution politique et culturelle extraordinaire.

L'Union européenne est confrontée à l'absence d'institutions politiques. Le Traité de Lisbonne est un pas en avant, malgré les justes critiques. L'Europe n'a pas été très active vis-à-vis de l'Amérique latine ces dernières années. Mais maintenant que l'Amérique latine a cessé d'être l'arrière-cour des Etats-Unis, le monde est en train de devenir à nouveau multilatéral. Les pays émergents vont avoir un poids et une influence considérables. Nous vivons un moment de grand changement, avec de grandes difficultés et de grandes opportunités.